



Conférence de presse du 18 juin 2026 du comité pour le « non » à l'initiative sur l'alimentation

## « L'initiative sur l'alimentation est la mauvaise solution »

*Exposé de la conseillère nationale Christine Badertscher, vice-présidente du Groupement suisse pour les régions de montagne (le discours prononcé fait foi)*

Mesdames et Messieurs,

En tant que femme politique du parti des Vert-e-s, je soutiens fondamentalement l'objectif d'une alimentation plus végétale, mais pas de la manière que l'initiative sur l'alimentation compte y parvenir. Pour moi, cette initiative est contre-productive et irréaliste en ce qui concerne ses objectifs et ses délais de mise en œuvre. L'agriculture durable et la gestion responsable de nos ressources naturelles me tiennent à cœur. L'initiative fait de grandes promesses à cet égard : plus de durabilité, moins d'impact sur l'environnement, le tout tout en renforçant la sécurité alimentaire. Or, nombre de ces promesses sont trop belles pour être vraies.

Pour atteindre un taux d'auto-approvisionnement de 70 %, il faudrait lancer un nouveau plan Wahlen et réserver chaque mètre carré de terrain plus ou moins cultivable à la production alimentaire. Où se retrouveraient dès lors les zones du Plateau destinées à la promotion de la biodiversité ? En tant que vice-présidente du Groupement suisse pour les régions de montagne, je déplore par ailleurs que l'initiative sur l'alimentation remette en question de manière générale l'élevage d'animaux de rente. Ces animaux font partie intégrante des cycles fermés des nutriments et des zones périphériques. Sans nos vaches, moutons ou chèvres herbivores, plus des deux tiers de nos terres agricoles, notamment dans les régions des collines, de montagne et d'alpage, ne pourraient pas être utilisées pour l'alimentation humaine. Sans nos animaux, ces régions seraient peu à peu envahies par les buissons et la forêt. Des paysages culturels précieux et variés, et donc des habitats pour la faune et la flore, disparaîtraient.

Ce n'est pas avec un article constitutionnel qu'on change le comportement alimentaire de la population. Les œufs, le lait et la viande figurent plus ou moins souvent au menu de la plupart des gens. Au lieu de manger principalement des œufs d'origine suisse par exemple, les consommatrices et consommateurs se tourneraient davantage vers les produits importés. Soit directement en magasin, soit par le biais du tourisme d'achat. Une telle attitude ne profite en rien à l'environnement et nuit très certainement au bien-être animal.

Nous relevons les grands défis de notre époque à travers des mesures concrètes et à travers de nombreuses petites avancées dans la bonne direction. Oui, nous devons poursuivre la réduction du gaspillage alimentaire. Oui, nous devons continuer à renforcer la protection du climat. Oui, nous devons protéger les sols et l'eau. Oui, nous devons promouvoir l'économie circulaire. Et oui, nous devons mettre en place des incitations pour faciliter les choix durables. Mais ce n'est pas l'initiative sur l'alimentation qui nous permettra d'y arriver. Elle inscrit dans la Constitution un objectif irréaliste en matière d'auto-approvisionnement, crée de nouveaux conflits d'objectifs et, surtout, engendre d'importants dégâts.

Merci beaucoup de votre attention.